



CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Moissac

Département : TARN ET GARONNE

Des ouvrages électriques : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DE26/038408 NKL/RENFO P142 à MOISSAC

Chargé d'affaire Enedis : NERON Karl

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Madame Cécile MOZER agissant en qualité de Directrice Régional ENEDIS Nord Midi-Pyrénées, 5 AV PIERRE-GILLES DE GENNES 81000 ALBI, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE MOISSAC** représenté(e) par **LOPEZ ROMAIN**, dûment habilité(e) à cet effet

Demeurant à : **MAIRIE 0003 PL ROGER DELTHIL, 82200 MOISSAC**

Téléphone : **05 63 04 63 63**

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Moissac		CZ	0064	0010 MAL DE LATTRE DE TASSIGNY ,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- non exploitée(s)
- exploitée(s) par-lui même
- exploitée(s) par

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure :

- 0 support(s) (équipés ou non)

et

- 4 ancrage(s) pour conducteurs aériens d'électricité à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique ou sur les toits ou terrasses des bâtiments.

Pour les supports, les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement :

1.2/ Faire passer les conducteurs aériens d'électricité au-dessus des dites parcelles désignées sur une longueur totale d'environ 8 mètre(s).

1.3/ Sans coffret

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son(ses) interventions au titre des présentes.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité desdits ouvrages.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(les ouvrages) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs aériens, à conditions que le sommet d'un arbre, supposé tomber perpendiculairement sur cette nappe de conducteurs, reste toujours, au cours de la chute, à une distance supérieure à celle prescrite par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 7 ci-après :

- au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).
- Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles¹ conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

¹ Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L323-4 du Code de l'Energie, pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1er.

Nonobstant ce qui précède, le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE MOISSAC représenté(e) par LOPEZ ROMAIN, dûment habilité(e) à cet effet	

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
- (2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le

ETUDE-ELECTRIFICATION-GRAND SUD

c/o : SECRETARIAT
2770 chemin de Fayence
82000 MONTAUBAN
TEL : 05-63-66-34-86

Montauban, le 20/05/2022

Commune : MOISSAC

Objet : DE26/038408 – NKL/RENFO P142 A MOISSAC

Monsieur,

Veillez trouver ci-joint le descriptif du projet qui nous a été confié par ENEDIS.

Merci de nous retourner les documents signés **au plus tôt** à l'aide de l'enveloppe retour pré-timbré pourvu à cet effet :

- 1 Exemplaire de chaque document est à conserver (« Copie Propriétaire »)
- 4 Exemplaires des conventions : **parapher chaque page ainsi que la mention « lu et approuvé » avec la signature, le lieu et la date de celle-ci sur la dernière page**
- 4 Fonds de plans à **signer dans l'encadré pourvu à cet effet ainsi que la mention « Bon pour Accord » avec le lieu et date de la signature.**

**NB : en cas d'indivision il faut autant de signatures que d'indivisaires.
en cas d'observations, de recommandations ou de refus, veuillez utiliser l'encadré ci-dessous, les conventions et plans ne doivent comporter que la date, le lieu, la ou les signatures et la mention adéquate.**

Nous restons à votre entière disposition pour **une prise de contact téléphonique** ou bien pour **fixer un rendez-vous sur place si nécessaire**, afin de mieux vous expliquer le projet. Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

RUELLE Pierre-Jean

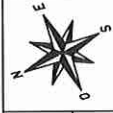
OBSERVATIONS – RECOMMANDATIONS - REFUSNom – prénom :Adresse :N° de téléphone :N° de parcelle :

PLAN PARCELLAIRE : REMONTEE FACADE

COMMUNE : MOISSAC (82112)

SECTIONS : CZ

Ech : 1/ 200



N°ENEDIS:
DE26-038408

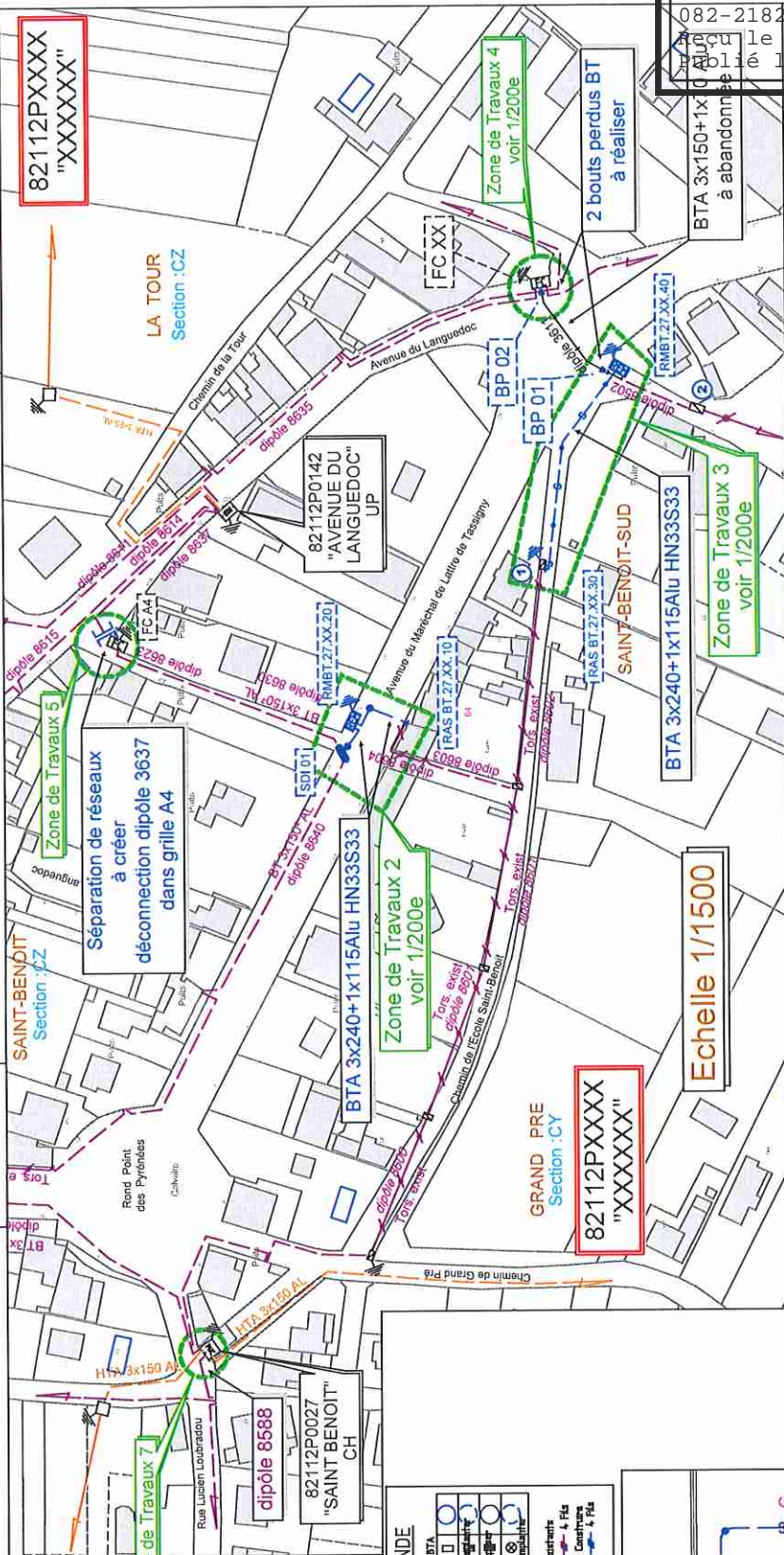
PLAN DE CONVENTION

Parcelle : 64

Indice A

82112PXXXX
"XXXXXX"

82112PXXXX
"XXXXXX"



Zone de Travaux 5
Séparation de réseaux
à créer
déconnection dipôle 3637
dans grille A4

Zone de Travaux 2
voir 1/200e

Zone de Travaux 3
voir 1/200e

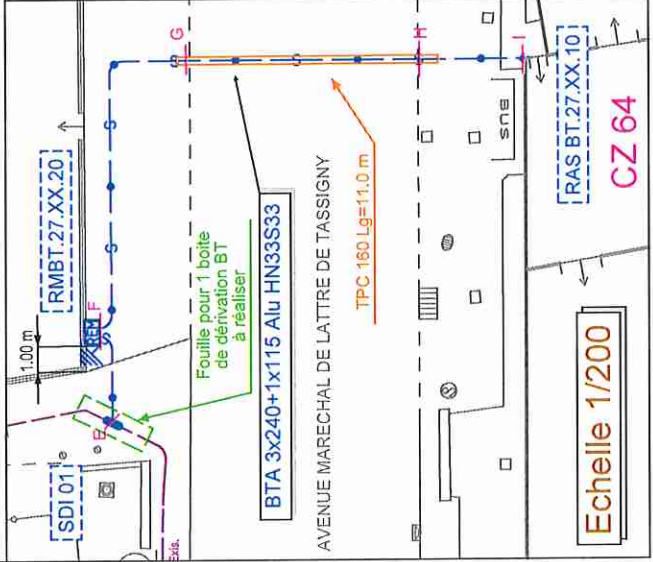
Zone de Travaux 4
voir 1/200e

82112PXXXX
"XXXXXX"

Echelle 1/1500

LEGENDE

SUPPORTS BERTON BTA	
	BTA Alimenté à Conserven
	BTA Alimenté à Diposer
	BTA Soustraite à Conserve
	BTA Soustraite à Diposer
	BTA Soustraite à Conserve
	BTA Soustraite à Diposer
	BTA Alimenté Tors à Conserve
	BTA Alimenté Tors à Diposer
	BTA Soustraite Tors à Conserve
	BTA Soustraite Tors à Diposer
	BRT Soustraite à Conserve
	BRT Soustraite à Diposer
	BRT Soustraite à Conserve
	BRT Soustraite à Diposer



Echelle 1/200



ELEMENT A POSER

RAS BT.27.XX.10	82112P0027
-----------------	------------

Section : CZ Parcelle : 64

POSE :

- 1 RAS BTA 240/CT70 lg=2,00 m
- RAS sur façade
- Goulotte Grise
- 1 EJAISE 240-95/70-54,6 + 8,00 m de T70-54,6
- 4 CDR C170/CT70
- 1 Plaque PR11

AR Prefecture

082-21820117-20220929-CM20220929_26-DE

Fait à : ... le 30/09/2022

Le : ... le 30/09/2022

Signature : ...

Mention manuscrite (BON POUR ACCORD)

Une copie est à conserver par le propriétaire
Les autres copies sont à retourner signées.

Le propriétaire reconnaît qu'un extrait du plan cadastral et/ou une photo lui a été remis.
Ce plan précise le tracé de la ligne électrique proposée sur les parcelles lui appartenant.
Le propriétaire autorise l'entreprise adjudicataire à pénétrer et à réaliser les travaux sur sa propriété.
Numéro téléphonique du propriétaire : ... à contacter lors des travaux.